

*Initiatives ministérielles*

capital, nous devons réduire le fardeau administratif, le nombre de formulaires à remplir.

Le ministère de l'Industrie, le ministère du Revenu et le ministère des Consommateurs et des Sociétés ont travaillé avec acharnement au cours des derniers mois pour élaborer un formulaire unique. Ils essaient de revoir les différents formulaires destinés aux entreprises, pour les réunir en un formulaire unique, un système simplifié de rapport pour les entreprises sur différents aspects qui sont la responsabilité du gouvernement.

C'est aussi une autre chose que nous en sommes venus à accepter et à appuyer, du fait de notre campagne permanente sur l'accès aux capitaux. Ce que je veux dire, c'est que notre recherche de moyens pour faciliter l'accès aux capitaux nous a conduits à réaliser que la réduction de la paperasserie était quelque chose que nous devons également poursuivre de façon soutenue.

La dernière chose dont je voudrais parler en matière de politique touchant la petite entreprise, c'est de la réforme fiscale qu'elle nous réclame à cor et à cri. La petite entreprise prétend que le régime fiscal est trop complexe et inefficace. Beaucoup ajoutent qu'il n'est pas juste.

En tant que gouvernement, nous sommes résolus à agir. Notre livre rouge disait clairement que la question de la TPS, que nous avons si vigoureusement combattue lorsque nous étions dans l'opposition, est une chose que le gouvernement doit résoudre pendant son mandat. Il est inconcevable pour n'importe quel député libéral de retourner en campagne, pour se faire réélire, si nous n'avons pas résolu la question de la TPS.

Dieu sait si, dans l'opposition, nous nous sommes battus contre la TPS, au point qu'il y a presque eu une émeute à l'autre endroit. Nous avons défié le gouvernement en raison de la complexité de la TPS, de toute la paperasserie nécessaire et de l'inefficacité de cette taxe. Nous travaillons à une réforme fiscale globale, mais c'est une question complexe que de démanteler toute une structure mise sur pied par le gouvernement précédent. Ce n'est pas, comme le dirait le premier ministre, une question de dire: «Pouf, c'est fait». Il faut que ce soit fait de façon responsable, d'une façon qui ne crée pas un problème plus grand que celui que nous avons déjà.

• (1530)

Toutefois, nous pensons qu'il est essentiel de régler la question de la réforme fiscale si nous voulons répondre aux besoins des petites entreprises et faire en sorte qu'elles fonctionnent dans un environnement qui leur permette de maximiser leur potentiel. Par conséquent, le projet de loi C-99, Loi modifiant la Loi sur les prêts aux petites entreprises, est un autre exemple de ce que le gouvernement cherche à améliorer en travaillant avec les petites entreprises, les institutions financières et également les marchés financiers et les agents de change qui ont un très grand contrôle sur nos taux d'intérêt et le cours de notre dollar.

Il est une question dont j'aimerais que nous puissions débattre au Parlement. Parmi les nombreux défis qu'il nous faut affronter à la Chambre, que cela ait trait à l'industrie, aux programmes sociaux ou bien encore à la responsabilité financière, au déficit et à la dette, sans oublier les compressions, il en est encore un que la Chambre des communes n'a pas encore relevé et c'est celui de

nos rapports avec les cambistes qui, pour l'essentiel, dirigent la plupart des banques centrales du monde. Les cambistes, qui ne rendent de comptes à personne, qui n'ont pas été élus, gèrent littéralement un billion de dollars par jour, en grattant le papier et en se livrant à toutes sortes de manoeuvres. Je les ai qualifiés tout à l'heure de casinos privés au sein des établissements financiers du monde. Ces hommes et ces femmes qui font circuler cet argent sans avoir à en rendre compte influent sur nos taux d'intérêt qui, à leur tour, influent sur les investissements et la création d'emplois.

J'ignore comment on peut encore se dire un pays souverain quand on songe que, pour l'essentiel, le contrôle de notre monnaie nous échappe. Nous avons été élus pour siéger ici, mais tous les jours nous nous inclinons devant les cambistes pour savoir comment le dollar va se comporter, ce que seront les taux d'intérêt.

Est-ce que les hommes et les femmes qui siègent dans cette salle ont quelque chose à voir avec ce qui se passe chez ces cambistes? Non. Ce sont les cambistes qui dictent notre programme. Quel que soit le degré de responsabilité financière dont le gouvernement fasse preuve à la Chambre, ils pourraient dire que c'est insuffisant. Puis, soudain, ils provoqueront de nouvelles restrictions de crédit, feront chuter le dollar ou monter en flèche les taux d'intérêt.

J'aimerais que nous tenions un jour à la Chambre un débat sur la façon dont les cambistes du monde entier gèrent leurs affaires et sur la responsabilité qui est la leur. Ce serait un peu comme le défi que nous avons relevé il y a deux ans quand nous avons exprimé le désir de voir ce qui se passait au sein des établissements financiers de notre pays et de nous pencher sur la façon dont ils traitaient les gens d'affaires. Au départ, ces établissements financiers n'étaient pas réceptifs à nos échanges, à nos vues et à nos tentatives pour faire en sorte que leur attitude, leur culture soient plus favorables à l'entreprise. Cependant, parce que nous avons travaillé ensemble, je crois que nous avons maintenant une relation constructive avec les banques. Je pense que ces banques commencent à apprécier la croissance et les améliorations qu'on constate dans leurs relations avec les petites entreprises.

Je tiens à dire à la Chambre qu'un défi encore plus grand serait de trouver la façon de s'attaquer aux cambistes du monde pour pouvoir de nouveau contrôler notre programme économique.

En terminant, je voudrais remercier une fois de plus mes vis-à-vis, les réformistes et les bloquistes, de collaborer avec nous au sujet de ces modifications pour que nous puissions, j'espère, les adopter à la Chambre avant la fin de la semaine.

C'est probablement la dernière fois que j'interviens avant le référendum de lundi. Je voudrais lancer un appel aux chefs de petites entreprises qui nous regardent ou participent à ce débat et leur demander de penser à ce qu'ils peuvent faire d'ici lundi pour assurer la victoire des défenseurs du Canada.

• (1535)

Je crois, pour ma part, que l'une des choses que les chefs de petites entreprises peuvent faire, parce que leur emploi du temps est plus souple, c'est peut-être de trouver un petit peu de temps pour monter à bord de leur fourgonnette, leur automobile ou leur